



## La loi martiale, le plan de sauvetage financier

Par [Prof Peter Dale Scott](#)

Mondialisation.ca, 04 février 2009

4 février 2009

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#),  
[Économie](#), [Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#)



### Le plan de sauvetage de Henry Paulson

Il devient évident que les conséquences du plan de sauvetage de la fin 2008 risquent d'être au moins aussi graves pour une société ouverte que ne l'a été la réaction au 11 septembre 2001. Lors de l'adoption du plan de sauvetage, de nombreux membres du Congrès se sont sentis contraints de voter contre leur gré et les procédures normales relatives à l'examen d'une loi ont été ignorées.

Les procédures législatives habituelles ont été court-circuitées sous prétexte qu'il y avait urgence. Toutefois, la caractéristique la plus répréhensible de la législation, soit d'autoriser les institutions renflouées à utiliser les deniers publics pour des bonus et des salaires exorbitants, a été ajoutée par le secrétaire au Trésor, Henry Paulson, alors que le plus fort de la crise était passé.

Selon le membre du Congrès Peter Welch (D-Vt.), la loi sur le plan de sauvetage devait à l'origine imposer une limite aux salaires des dirigeants, mais M. Paulson a modifié les obligations à la dernière minute. M. Welch ainsi que d'autres membres du Congrès étaient furieux d'entendre que « les banques renflouées grâce à l'argent des contribuables payaient toujours des salaires, des bonus et autres bénéfices exorbitants (1) ». De plus, l'Associated Press (AP) mentionnait en octobre que « le sénateur Charles Schumer (D-N.Y.) avait remis en question la permission donnée aux banques renflouées de continuer à payer des dividendes sur leurs actions ordinaires. "L'argent des contribuables peut être utilisé à de bien meilleures fins qu'au paiement de dividendes aux actionnaires", a-t-il déclaré (2) ».

Ce qu'il y a d'encore plus répréhensible depuis l'adoption du plan de sauvetage est le refus de M. Paulson et du département du Trésor de fournir des détails quant aux dépenses de centaines de milliards de dollars dans le cadre du Troubled Assets Relief Program (Plan de sauvetage des actifs à risques). La Réserve fédérale de New York a également refusé de donner des informations à propos de son propre plan de sauvetage (provenant de prêts garantis par le gouvernement) se chiffrant dans les billions de dollars. En vertu de la Loi d'accès à l'information (Freedom of Information Act ou FOIA), FOX TV et Bloomberg News contestent ce manque de transparence et poursuivent respectivement le département du

Trésor et la Réserve fédérale (3).

La législation du plan de sauvetage financier de septembre 2008 a été adoptée seulement après que les membres des deux chambres du Congrès ont été mis en garde que l'immobilisme risquait de provoquer des troubles civils et l'imposition de la loi martiale.

Le sénateur américain James Inhofe (R-Okla.) et le député Brad Sherman (D-Calif.) ont tous deux déclaré que le secrétaire au Trésor Henry Paulson avait évoqué le pire des scénarios lorsqu'il faisait pression en faveur du plan de sauvetage de Wall Street en septembre. Ils ont par ailleurs souligné que M. Paulson, ancien PDG de Goldman Sachs, avait énoncé un possible recours à la loi martiale (4).

Voici les commentaires originaux du sénateur Inhofe :

En entrevue à la station 1170 KFAQ à Tulsa en Oklahoma, le sénateur James Inhofe a affirmé que le secrétaire au Trésor Henry Paulson était derrière les menaces de loi martiale et de troubles civils advenant le rejet du plan de sauvetage. « Avant l'adoption du plan, il y a quelqu'un à D.C. qui vous racontait toute une histoire, disant que le rejet du plan entraînerait une situation comparable à une dépression, certains parlaient de troubles civils, de l'institution de la loi martiale... qui vous racontait ces histoires? », lui a demandé l'animateur Pat Campbell. « C'est Henry Paulson, a répondu Inhofe. Auparavant, nous avons eu un appel conférence, je crois que c'était vendredi – une semaine et demie avant le vote le 1er octobre. Donc ce devait être au milieu de...c'était quand... Le 19 septembre nous avons eu l'appel conférence, et j'imagine que je n'ai aucune raison de ne pas répéter ce qu'il a dit, mais il a dit – il a brossé le portrait que vous venez de décrire. Il a dit : « L'heure est grave. C'est la situation la plus grave que nous avons dû affronter (5). »

Au Congrès, le représentant Brad Sherman (D-CA. 27e district) a signalé la même menace (il a par après légèrement nuancé ses propos à l'émission d'Alex Jones) :

« Ils ne peuvent faire adopter cette loi qu'en créant un climat de panique [...]. Bon nombre d'entre nous se sont fait dire que le ciel allait nous tomber sur la tête [...]. Quelques-uns se sont même fait dire que la loi martiale serait déclarée aux États-Unis si nous rejetions le plan. C'est ce que j'appelle de l'alarmisme, trompeur et injustifié (6). »

Il est donc évident que des menaces de loi martiale ont servi à faire adopter cette législation déplorable sur le plan de sauvetage. Aussi, il semble évident que les membres du Congrès n'ont pas formulé de menace de loi martiale, mais qu'ils en ont plutôt été avisés. Il est alors tout à fait approprié d'établir des liens entre de tels propos et la promptitude de l'armée à redéfinir son rôle, non seulement de protection, mais aussi de contrôle du peuple américain. Dans une politique constitutionnelle fondée sur l'équilibre des pouvoirs, nous voyons émerger un nouveau pouvoir militaire radical jusqu'à présent complètement déséquilibré.

### **Le nouveau rôle de l'armée en 2001 : contrôler la société américaine plutôt que la protéger**

Ce nouveau rôle de l'armée n'est pas tout à fait sans précédent. Depuis trois décennies, l'armée américaine entraîne ses troupes ainsi que les policiers dans la « planification de troubles civils ». Le plan d'ensemble, le Department of Defense Civil Disturbance Plan 55-2 ou « Operation Garden Plot », a été élaboré en 1968 en réaction aux importantes manifestations et aux troubles des années 1960.

Mais le 19 janvier 2001, le dernier jour de l'administration Clinton, l'armée a promulgué un nouveau Continuity of Operations (COOP) Program (Programme de continuité des opérations). Les différences entre le plan précédemment orienté vers l'extérieur, le Army Survival, Recovery, and Reconstitution System (ASRRS) (Système de survie, de rétablissement et de reconstitution de l'Armée) et ce nouveau plan, se résument ainsi :

a. En 1985, le commandant en chef de l'armée a établi le ASRRS afin d'assurer la continuité des missions et des fonctions essentielles de l'armée.

La doctrine ASRRS était axée principalement sur une réplique à la pire menace d'attaque nucléaire massive sur les États-Unis continentaux (CONUS) advenant une confrontation avec l'Union soviétique.

b. La fin de la guerre froide et l'éclatement de l'ancienne Union soviétique ont significativement réduit la probabilité d'une attaque nucléaire de grande envergure sur les États-Unis continentaux, mais la probabilité que d'autres menaces surgissent a augmenté. Les organisations militaires doivent être parées contre tout imprévu susceptible d'interrompre les opérations régulières.

Afin de mettre l'accent sur la récente orientation du ASRRS vers le spectre d'une menace tout risque globale, le nom « ASRRS » a été remplacé par le terme plus générique « Continuity of Operations Program (COOP)(7) ».

Ce document représente le plan Continuity of Operations (Continuité des opérations) piloté par Donald Rumsfeld, Dick Cheney et les autres dans les années 1980 et 1990(8) . Ce plan établissait initialement des mesures de continuité dans l'éventualité d'une attaque nucléaire, cependant on y a rapidement ajouté la nécessité de suspendre la Constitution, non seulement « après une guerre nucléaire », mais aussi en cas de toute « urgence concernant la sécurité nationale ». Dans le décret 12656 de Ronald Reagan prononcé le 18 novembre 1988, ce type d'urgence se définissait comme « tout événement, incluant un désastre naturel, une attaque militaire, une urgence technologique ou toute autre urgence qui compromettrait ou menacerait sérieusement la sécurité nationale des États-Unis ». L'effet escompté était d'imposer à la société civile américaine les mesures extrêmes prévues en réponse à une attaque nucléaire de l'extérieur (9).

De la même manière, le règlement ARR 500-3 clarifiait qu'il s'agissait d'un plan pour « l'exécution de fonctions essentielles à la mission, sans qu'il y ait d'interruption inacceptable pendant une urgence interne ou touchant à la sécurité nationale »

Donald Rumsfeld, qui a aidé à concevoir le plan Continuity of Government (Maintien du gouvernement (COG)) en tant que simple citoyen, a rapidement signé et mis le plan révisé ARR 500-3 en application. Huit mois plus tard, le 11 septembre 2001, MM. Cheney et Rumsfeld ont appliqué le COG, un événement important, duquel on ne connaît toujours presque rien. Nous savons par contre que - tel que prévu par le COG des années 1980 - la surveillance et la détention sans mandat d'un grand nombre de citoyens ont commencé à être appliqués presque immédiatement et qu'en janvier 2002, le Pentagone a soumis une proposition visant à déployer les troupes dans les rues américaines (10).

Puis, en avril 2002 des officiels de la Défense ont mis en œuvre un plan pour des opérations intérieures de l'armée américaine en créant le U.S. Northern Command (CINC-NORTHCOM) pour les États-Unis continentaux (11). En résumé, on appliquait les caractéristiques

dominantes du COG sur lequel Oliver North avait travaillé dans les années 1980.

## **Événements douteux et changements de parti à la Maison-Blanche**

À l'instar de bien d'autres étapes décisives vers un État militaro-industriel depuis la Seconde Guerre mondiale, le règlement 500-3 de l'armée a fait surface dans les derniers jours d'une administration sortante (dans ce cas-ci, le dernier jour). Il convient de noter que depuis les années 1950, des événements douteux – entrant dans la catégorie occulte que j'ai nommée « événements de l'ombre » – ont marqué les derniers mois précédant un changement de parti à la Maison-Blanche. Ces événements de l'ombre ont eu tendance à a) contraindre le président désigné, si celui-ci était démocrate, sinon à b) lui ouvrir la voie s'il était républicain.

En ce qui concerne la première catégorie, (lorsqu'un démocrate a succédé à un républicain) considérons ce qui suit :

\* En décembre 1960, la CIA s'est assurée d'avoir l'approbation pour l'invasion de Cuba par la Baie des Cochons et a précipité le Laos dans une crise pour laquelle le chef d'état-major a proposé d'envoyer 60 000 troupes. Ces événements ont profondément affecté la position du président Kennedy envers Cuba et l'Indochine.

\* En 1976, le directeur de la CIA George H. W. Bush a formé une unité externe de renseignement, l'Équipe B, destinée à gonfler l'estimation de la menace soviétique en sol américain, sapant ainsi la promesse électorale du candidat à la présidence Jimmy Carter de réduire le budget de la Défense (12).

Les événements de la deuxième catégorie sont tout aussi importants (lorsqu'un républicain a succédé à un démocrate) :

\* Vers la fin de l'année 1968, alors qu'il conseillait l'administration Johnson, M. Kissinger a donné des informations secrètes à l'équipe de campagne de Nixon. Ces informations l'ont aidé à faire obstruction à l'accord de paix avec le Vietnam que l'on s'apprêtait à négocier à Paris, où se tenaient les pourparlers. Selon Seymour Hersh, « Kissinger a alerté l'équipe de campagne de Nixon du succès imminent des pourparlers de paix. L'équipe de Nixon a ainsi réussi à transmettre une série de messages au gouvernement Thieu » à Saigon, lui faisant bien comprendre qu'une présidence Nixon ferait une meilleure offre. Ce facteur a été déterminant dans la défaite du candidat démocrate Hubert Humphrey (13). Kissinger n'était pas du genre à trahir son président de sa propre initiative. John Mitchell, directeur de campagne de Nixon à l'époque (l'un des rares à être au courant du secret), a dit à M. Hersh qu'« il croyai[t] qu'Henry [Kissinger] le faisait parce que Nelson [Rockefeller] le voulait. Nelson a demandé de l'aide à Henry et il a accepté (14) ».

\* En 1980, ce que l'on a appelé la « surprise d'octobre », une opération à laquelle ont participé des membres de la CIA, a favorisé le maintien des otages américains en Iran jusqu'à l'inauguration de Ronald Reagan. Ce fut un facteur déterminant dans la défaite du député sortant Jimmy Carter (15). On peut encore une fois y voir l'influence des Rockefeller. Un officier de la CIA a affirmé ultérieurement avoir entendu une conversation en 1981 entre William Casey, le nouveau directeur de la CIA, et un assistant de David Rockefeller, Joseph V. Reed. Ce dernier commentait leur succès conjoint dans le bouleversement des plans de M. Carter, destinés à rapatrier les otages (16).

On peut voir le plan de sauvetage financier, extorqué au Congrès, ainsi que l'intensification des préparations en vue de déclarer la loi martiale comme des événements transitionnels appartenant à la première catégorie. Quelles que soient les explications concernant leur synchronisme, ces événements contraindront la liberté de M. Obama dans la conception de ses propres politiques. Je crains, de surcroît, qu'en conséquence, le pays soit impliqué de façon accrue et imprévue dans la guerre afghane.

### **Les préparations intensives et discrètes de la loi martiale**

Consacrons nous d'abord aux préparations pour la mise en place de la loi martiale. Le 30 septembre 2008, le *Army Times* annonçait le redéploiement en sol américain d'une unité de la Brigade active de l'armée stationnée en Irak et son assignation à une nouvelle mission qui « pourrait devenir partie intégrante de l'armée active » :

L'Équipe de combat de la 1ère Brigade de la 3e Division d'infanterie a passé 35 des 60 derniers mois à patrouiller en Irak en équipement de combat complet, escortant les convois de ravitaillement et aidant à restaurer les services essentiels.

Ils s'entraînent maintenant pour la même mission — nouvelle mouture — à la maison.

Dès le 1er octobre et pour les 12 prochains mois, l'équipe de combat de la 1ère Brigade agira à titre de force d'intervention fédérale de garde sous le contrôle quotidien de la U.S. Army North (Armée américaine du Nord), la branche armée du Northern Command (Commandement Nord), en cas d'urgence ou de désastres naturels ou d'origine humaine, incluant des attaques terroristes. [...] Lorsque la mission de l'équipe de combat de la 1ère Brigade prendra fin, il est prévu qu'une autre brigade en service actif, qui n'a pas été nommée à ce jour, prenne la relève et que la mission soit permanente. [...] Elle sera possiblement appelée à contrôler des foules et à prêter assistance en cas de troubles civils (17).

Cette annonce a eu lieu deux semaines après les discussions relatives aux troubles civils et à la loi martiale ayant servi à faire paniquer le Congrès pour qu'il adopte la législation Paulson sur le plan de sauvetage. De plus, les deux événements sans précédent se reflètent l'un dans l'autre : le débat sur le plan de sauvetage anticipait des troubles civils et l'imposition de la loi martiale, alors que l'annonce du stationnement en sol américain de l'Équipe de combat de la 1ère Brigade anticipait des troubles civils (qui pourraient résulter de la législation sur le plan de sauvetage).

Puis, le 17 décembre 2008, le chef du US Northern Command (Commandement Nord américain), le général Renuart annonçait que « l'Armée américaine planifi[ait] la mobilisation de milliers de troupes pour protéger Washington contre de potentielles attaques terroristes durant l'inauguration du président Obama (18) ».

Selon le Phoenix Business Journal, le US Army War College (Collège de guerre de l'Armée américaine) a également évoqué la possibilité que l'Armée américaine serve à réprimer les troubles civils :

Un récent rapport du US Army War College mentionne que des ressources et des troupes du Pentagone pourraient être appelées à intervenir si la crise économique donnait lieu à des troubles civils, tels que des manifestations contre le gouvernement et des commerces ou

des ruées sur des banques assiégées.

« Des violence civiles généralisées aux États-Unis forceraient l'organisme de la Défense à réorienter ses priorités in extremis afin de maintenir l'ordre intérieur essentiel et la sécurité des citoyens », indique le rapport.

L'étude signale que l'effondrement de l'économie, le terrorisme et le renversement de l'ordre juridique font partie des chocs intérieurs potentiels qui pourraient exiger une action militaire aux États-Unis (19).

Il y a eu, de toute évidence, un mouvement soutenu en vue de préparer la loi martiale, une tendance par ailleurs aussi constante qu'inopinée. Ainsi, le sénateur Leahy avait raison d'y attirer notre attention le 29 septembre 2006, alors qu'il s'objectait à la forme finale du Fiscal Year 2007 National Defense Authorization Act (Acte d'autorisation de Défense nationale de l'année fiscale 2007) qui donnait au président des pouvoirs accrus sur l'utilisation de la Garde nationale dans le maintien de l'ordre :

Nous [...] devrions tous nous inquiéter des termes inclus dans l'accord du Congrès qui invalident des lois sur le posse comitatus établies depuis longtemps, limitent l'implication de l'armée dans le maintien de l'ordre, et facilitent par conséquent la déclaration de la loi martiale par le président. L'opposition constructive que l'on retrouve dans la loi actuelle en ce qui a trait aux déclarations de loi martiale existe pour de bonnes raisons (20).

Cette accumulation discrète de pouvoir militaire n'a pas seulement pris de l'ampleur rapidement par inadvertance. Elle démontre une intention soutenue, même si personne n'en a fait une affaire publique.

### **Comment l'administration Bush a protégé le prêt prédateur et laissé la crise financière s'aggraver.**

Examinons maintenant la crise financière et le renflouage panique. Personne ne devrait croire que la crise n'était pas prévisible. En février, un des derniers gestes qu'a posé Eliot Spitzer en tant que gouverneur de New York a été de sonner l'alarme sur la crise imminente créée par le prêt prédateur et de révéler que l'administration Bush entravait les efforts des États pour y faire face. Son avertissement exceptionnel paru dans le Washington Post mérite d'être cité longuement :

Il y a plusieurs années, les procureurs généraux de l'État et d'autres oeuvrant dans la protection du consommateur se sont mis à remarquer une nette augmentation d'une catégorie de pratiques de prêt prédateur chez les prêteurs hypothécaires.

Bien que le prêt prédateur devenait un problème national, l'administration Bush a tourné la tête et n'a rien fait pour protéger les propriétaires. En réalité, le gouvernement a plutôt choisi de s'aligner sur les banques qui trompaient les consommateurs [...]. Plusieurs législations d'État, dont celle de New York, ont décrété des lois visant à restreindre de telles pratiques [...]. Non seulement le gouvernement Bush n'a rien fait pour protéger les consommateurs, mais elle s'est lancée dans une campagne agressive et inédite pour empêcher les États de protéger leurs résidents des problèmes mêmes que le gouvernement fédéral ignorait.

Laissez-moi vous expliquer : le gouvernement a accompli cet exploit par le biais d'une obscure agence fédérale [du Trésor] nommée Office of the Comptroller of the Currency



(Office du contrôleur de la monnaie (OCC)). L'OCC existe depuis la guerre de Sécession. Sa mission est de garantir la solidité fiscale des banques nationales. Pendant 140 ans, l'OCC a examiné les livres des banques nationales afin de s'assurer qu'ils étaient équilibrés, une fonction importante quoique controversée. Mais il y a quelques années, pour la première fois de son histoire, l'OCC a été utilisée comme instrument contre les consommateurs.

En 2003, au plus fort de la crise du prêt prédateur, l'OCC a invoqué une clause du 1863 National Bank Act (Acte des banques nationales de 1863) afin d'émettre des avis officiels contrecarrant toutes les lois d'État sur le prêt prédateur, les rendant ainsi inopérantes. L'OCC a aussi promulgué de nouvelles règles empêchant les États de renforcer toute loi de leur juridiction protégeant le consommateur contre les banques nationales. Les actions du gouvernement étaient si flagrantes et si inouïes que les 50 procureurs généraux des États ainsi que les 50 directeurs des banques d'État ont vivement contesté ces nouvelles règles.

Mais l'opposition unanime des 50 États n'a pas dissuadé le gouvernement Bush, ni même retardé ses plans visant à protéger les banques. En fait, lorsque mon bureau a ouvert une enquête sur un certain nombre de banques soupçonnées de discrimination relativement au prêt hypothécaire, l'OCC a intenté des poursuites au fédéral pour interrompre l'enquête (21).

Eliot Spitzer a envoyé sa lettre d'opinion au Washington Post le 13 février. Si elle a eu un impact, ce n'est pas celui que M. Spitzer avait espéré. Le 10 mars, le New York Times a révélé qu'Eliot Spitzer avait rencontré une prostituée. Selon un article ultérieur du Times, « le 13 février [le jour où la lettre de M. Spitzer est parue sur le site web du Washington Post] des agents fédéraux ont surveillé son hôtel à Washington (22).

Il est remarquable que les médias dominants aient considéré que la vie privée de M. Spitzer soit une nouvelle importante, mais que ses accusations voulant que le Trésor de M. Paulson fasse perdurer la crise financière n'en soit pas une, pas plus que le lien entre ces accusations et la dénonciation de M. Spitzer. Comme le disait un blogueur,

Les médias américains ont fait abstraction du lien évident entre l'enquête sur l'étrange application fédérale de la loi, la campagne de fuites sur la vie privée du gouverneur Spitzer de New York et les attaques tous azimuts de M. Spitzer envers le gouvernement Bush pour sa collusion avec les prêteurs prédateurs.

Au moment où le système de crédit international est immobilisé en raison d'une surabondance de mauvais prêts hypothécaires faits aux États-Unis, les médias ont passé sous silence les détails des accusations publiques de Spitzer contre la Maison-Blanche.

Or, lorsque des détails salaces ont coulé sur la vie privée de M. Spitzer, ils ont pris cette information et en ont fait leur page couverture des jours durant (23).

Selon Greg Palast, après la publication de la lettre de M. Spitzer, la Réserve fédérale « a prêté, pour la première fois de son histoire, un cinquième de milliards de dollars à une clique bancaire sélectionnée afin de garantir leurs obligations à haut risque adossées à des créances hypothécaires. Le déluge de pognon public était une aubaine formidable pour les mêmes banquiers prédateurs ayant poussé des millions de familles au bord de la saisie (24) ».

Que devons-nous penser des accusations de M. Spitzer voulant que le gouvernement Bush

soit intervenu pour faire obstacle aux lois contre le prêt prédateur et du fait que les médias dominants n'en ont pas fait mention? Il se peut que l'OCC ait eu la motivation mesquine de permettre à la bulle immobilière de se poursuivre en 2003 et 2004, facilitant ainsi la réélection de M. Bush. Toutefois, l'obstruction tenace du Trésor par la suite, malgré la désapprobation unanime des 50 États, ainsi que le silence constant des médias sur ce désaccord suggère que l'intention d'une politique plus étendue était peut-être en jeu.

Les similitudes avec le scandale de la Savings and Loans sont frappantes. On a permis à cette indignation de se poursuivre pendant les années 1980 de Reagan, longtemps après qu'il soit devenu évident que des profiteurs sans scrupules se servaient de la faillite délibérée pour amasser des fortunes illégales, ultimement aux dépens du public (25).

De la même manière, l'interminable bulle immobilière de l'actuelle décennie Bush et particulièrement la bulle des produits dérivés émis à même la bulle immobilière, ont permis à l'administration Bush de compenser pour le coût de sa mésaventure irakienne dépassant les billions de dollars (26) en créant de faux titres qui se sont vendus pour des milliards de dollars, non seulement aux États-Unis, mais dans le monde entier.

À long terme, cela ne constituait pas une source de richesse durable pour la classe financière de l'Amérique, qui souffre maintenant comme tout le monde de la récession qui en découle. Mais à court terme, la crise financière et le plan de sauvetage ont permis à M. Bush de mener une guerre coûteuse sans vivre l'inflation débilante qu'avait occasionnée la guerre du Vietnam.

En d'autres termes, on peut voir de manière rationnelle la débâcle financière de billions de dollars (27) comme une aide financière à la guerre en Irak. Cependant, lorsque l'on observe les préparatifs pour instaurer la loi martiale, on voit qu'ils visent à prévenir des troubles civils dans le futur. Pourquoi se préparer aussi intensément pour de tels troubles?

La réponse va de soi : parce que l'on se souvient des émeutes qui ont éclaté à San Francisco et ailleurs pendant la Grande Dépression des années 1930. En effet, cette préoccupation doit être au premier plan chez ceux qui ont organisé le redéploiement d'une équipe de combat de l'Irak vers l'Amérique. Mais la planification pour déclarer la loi martiale a commencé il y a presque trois décennies, au moment où Reagan a désigné Donald Rumsfeld, Dick Cheney et les autres pour qu'ils préparent secrètement ce qui portait le nom trompeur de Maintien du [c'est-à-dire Changement de] gouvernement (COG). À ce moment là, ils ne s'inquiétaient certainement pas de la récession de 2008, pas plus que ceux qui ont présenté le « Programme de maintien des opérations (COOP) » le 19 janvier 2001. Le « spectre d'une menace totale tout risque » envisagée dans ce document était de toute évidence complémentaire à la doctrine de « domination d'ensemble » formulée dans le plan du chef de cabinet adjoint, Joint Vision 2020, approuvé 8 mois plus tôt, le 30 mai 2000 (28).

En planifiant le COG, ainsi que la loi martiale, MM. Cheney et Rumsfeld envisageaient aussi la domination d'ensemble. Leur engagement simultané dans le Project for the New American Century (Projet pour un nouveau siècle américain (PNAC)), un document public des années 1990, le confirme. Les objectifs du PNAC étaient cités très explicitement dans leur document *Rebuilding America's Defenses* (Rebâtir la défense américaine) : augmenter les dépenses en matière de défense afin d'établir la présence américaine partout dans le monde pour en faire un pouvoir incontestable. Cela impliquerait la présence permanente de forces américaines en Asie centrale et en Asie de l'Est, et ce même après la disparition de Saddam Hussein (29).



En gros, le programme du PNAC planifiait un empire américain outre-mer permanent, un projet qu'une démocratie américaine n'accepterait pas facilement, ils le reconnaissaient. Ils admettaient franchement qu'il serait difficile de gagner du soutien pour leur prévision d'augmenter les dépenses en défense « à un niveau minimum de 3,5 à 3,8 pour cent du produit intérieur brut, ajoutant ainsi de 15 à 20 milliards de dollars annuellement dans la Défense ». On admet dans le document que « le processus de transformation sera probablement long s'il ne se produit pas d'événement catastrophique et catalyseur, comme un nouveau Pearl Harbor (30). »

Avec l'élection de Barack Obama, nous avons bien sur toutes les raisons d'espérer que l'ère désastreuse de MM. Cheney et Rumsfeld tire à sa fin. M. Obama a clairement signalé qu'il mènerait une politique étrangère axée sur la diplomatie et le multilatéralisme. C'est dans cet esprit qu'il a déclaré vouloir discuter avec l'Iran sans conditions préalables.

Mais la raison qu'évoque M. Obama pour le retrait de l'Irak est de mauvais augure : « L'ampleur de notre déploiement en Irak continue à retarder notre capacité à terminer la bataille en Afghanistan (31). » Ceux qui étudient sérieusement la scène afghane sont peu nombreux à croire que l'Amérique peut « finir la bataille en Afghanistan » avec plus de succès que n'en ont eu les Russes ou les Britanniques auparavant. La position des États-Unis là-bas se détériore visiblement, pendant que la stratégie américaine d'attaques transfrontalières, elle, a pour effet de déstabiliser également le Pakistan. Le régime Karzaï soutenu par les États-Unis a si peu de contrôle en milieu rural que Kaboul même subit des attaques de roquettes. Les experts sur le terrain conviennent que tout effort visant à « en finir » constitue une proposition à long terme qui nécessitera au minimum un engagement fortement accru des troupes américaines (32).

On ne peut pas prédire l'avenir, mais on peut examiner le passé. J'écris depuis 30 ans sur la permanence d'une mentalité guerrière en Amérique qui, encore et encore, domine les politiques raisonnables de négociation et nous pousse davantage dans le conflit armé. Cette vision dominante n'est pas l'apanage d'une seule agence ou cabale, elle résulte plutôt probablement des tensions constantes entre les faucons et les colombes dans la politique interne de Washington.

Si l'on brasse vigoureusement un contenant de roches et de gravier, celui-ci sera probablement attiré vers le fond, laissant les plus grosses roches sur le dessus. Lorsque l'armée est impliquée dans une bataille difficile et qu'un débat persiste sur le retrait ou l'engagement des troupes, il existe une probabilité analogue que les forces en faveur de l'engagement prennent le dessus, peu importe les circonstances. On a tendance à utiliser un pouvoir militaire lorsqu'il est disponible, et un des aspects les plus remarquables de l'histoire depuis 1945 est que cette tendance ne s'est pas répétée jusqu'à présent avec les armes atomiques.

Laissez-moi expliquer cette métaphore en détails plus concrets. Les sociétés progressives (à notre époque, il s'agit habituellement de démocraties) ont tendance à étendre leur présence au-delà de leurs frontières géographiques. Cette présence élargie nécessite de nouvelles institutions, généralement libres de toute responsabilité démocratique (comme la CIA). Cette accumulation de pouvoir sans obligations, dans ce que j'ai déjà appelé « l'État de l'ombre », bouleverse le système de pouvoir et contre-pouvoir de l'État public, lequel constitue le pilier de politiques saines et délibérantes.

L'on pourrait s'attendre à ce que les démocraties progressives évoluent vers des politiques étrangères de plus en plus rationnelles. Toutefois, en raison de la dialectique décrite ci-dessus, nous voyons exactement le contraire se produire : une évolution vers des engagements stupides et parfois désastreux. Lorsque la démocratie a progressé en Grande-Bretagne à la fin du 19e siècle, cela a provoqué la guerre des Boers, une guerre qui convenait très bien aux besoins impériaux privés de Cecil Rhodes, mais ne servait aucunement les intérêts du peuple britannique sinon leur nuisait (33). Le rêve d'un troisième Reich chez Hitler, qui impliquait une répétition, vouée à l'échec, de l'aventure napoléonienne au coeur de la Russie, convenait aux besoins des industriels allemands qui avaient financé les nazis. Cependant, les hommes sensés à la tête du personnel militaire allemand pouvaient dès le début voir venir le désastre.

Depuis plus d'un demi siècle, soit depuis la guerre du Vietnam, des forces non imputables mènent l'Amérique dans des aventures insoutenables sur le continent asiatique. Nous savons aujourd'hui que Kennedy n'a jamais eu l'intention d'engager les troupes américaines au Vietnam (34). Toutefois, le plan fatal visant à étendre la guerre du Vietnam au nord du 17e parallèle a été autorisé pendant la dernière semaine de sa présidence avortée, probablement sans qu'il soit au courant (35). Lors de son élection, Jimmy Carter était déterminé à réduire l'envergure et la fréquence des opérations clandestines de la CIA (36). Pourtant, son conseiller à la Sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, a engagé des manoeuvres en Afghanistan, lesquelles ont mené à la plus vaste opération clandestine de la CIA (et à mes yeux la plus délétère) de tous les temps (37).

Nos historiens aux archives n'ont toujours pas tout à fait compris l'un ou l'autre des paradoxes, ni les forces qui se trouvent derrière. Et comme l'observait notoirement le philosophe George Santayana : « Ceux qui ne peuvent se rappeler le passé sont condamnés à le répéter (38). »

### **L'avenir nous réserve-t-il une escalade militaire à l'étranger et à la maison?**

Comme MM. Kennedy et Carter, Barack Obama constitue un mélange complexe de qualités exaltantes et déprimantes. Parmi les dernières, il y a son désir inconditionnel « d'en finir » avec la guerre en Afghanistan (c'est-à-dire la gagner), ainsi que son soutien et celui de son parti pour la version finale du plan Paulson. À mon avis, les deux vont de pair.

Le plan de sauvetage financier, comme la résolution négociée pour le scandale de la Savings and Loans dans les années 1980, a imposé de façon flagrante la richesse de la république dans le but de protéger et même d'enrichir ceux qui faisaient fortune illégitimement depuis un certain temps. Les gauchistes de longue date n'y voient peut-être rien d'inhabituel : cela est conforme à leur analyse du fonctionnement de l'État capitaliste.

Cependant, cela n'est typiquement américain que depuis la révolution Reagan des années 1980. Auparavant, les politiques gouvernementales visaient plus souvent à aider les démunis. Par la suite, on a invoqué l'idéologie libérale du libre marché de différentes manières, même sous Clinton, afin d'enrichir les riches.

Le professeur Edward Wolff a résumé le résultat de ces politiques gouvernementales :

L'inégalité de la richesse a nettement augmenté depuis 1975 ou 1976. Avant cela, si l'on

recule jusqu'en 1929 environ, il y a eu une période prolongée où l'inégalité avait chuté au pays. Il y a donc cette tendance à la baisse relativement continue qui débute en 1929, l'année où, bien sûr, la bourse était à son meilleur avant de s'effondrer, et qui se poursuit environ jusqu'au milieu des années 1970. Depuis ce temps, la tendance s'est inversée et le niveau d'inégalité de la richesse a pratiquement doublé depuis le milieu des années 1970.

En fait, jusqu'au début des années 1970, les États-Unis avait un taux d'inégalité de la richesse plus bas que celui de la Grande-Bretagne ou d'un pays comme la Suède. Mais les choses ont changé dans les 25 ou 30 dernières années. En réalité, de nombreux pays ont tenté de réduire les inégalités avec le temps. Les États-Unis sont atypiques en ce sens que l'inégalité a augmenté si brusquement durant les 25 ou 30 dernières années (39).

Les excès de richesse qu'a connus l'Amérique par le passé, comme l'Âge doré ou les années 1920, ont été suivis de réformes politiques, tel l'impôt sur le revenu, visant à réduire les disparités entre les richesses et les revenus. Toutefois, comme le signalait Kevin Phillips, ce type de réformes doit être remis en place bientôt ou il ne le sera peut-être jamais :

Au moment où nous entrons dans le 21<sup>e</sup> siècle, le déséquilibre des richesses et de la démocratie aux États-Unis est intolérable [...]. Ou la démocratie doit être renouvelée, en ravivant la politique, ou la richesse consolidera probablement un nouveau régime moins démocratique – que l'on appelle autrement ploutocratie (40).

Si l'on juge le plan Pauslon tel qu'il a été adopté selon ce critère, il constitue non seulement une occasion ratée, mais aussi un pas radical dans la mauvaise direction. Le soutien qu'ont donné M. Obama et le Parti démocrate au renflouage n'a rien de rassurant. Il s'agit plutôt d'un signe que la ploutocratie ne sera pas sérieusement contestée par l'un ou l'autre des partis dans leur état actuel

Warren Buffett avait peut être raison de dire que le plan de sauvetage était nécessaire. On peut toutefois facilement penser à des réformes qui auraient dû le compléter :

1) on aurait dû procéder dans la transparence, non pas dans le secret

2) les fonds publics n'auraient pas dû servir à payer des bonus et des dividendes (10 pour cent des Américains les plus riches possèdent 85 pour cent de toutes les actions (41).

De plus, puisque l'on discute actuellement d'un plan de sauvetage pour l'industrie automobile, deux autres réformes semblent s'imposer :

3) Toute réduction de revenus ne devrait pas toucher seulement les travailleurs, mais les employés de tous les niveaux de manière égale.

4) tel que suggéré à maintes reprises, le ratio entre les rémunérations supérieures et inférieures de chaque industrie devrait être limité légalement — possiblement un ratio de 20 pour un.

Je ne fais pas ces suggestions évidentes en espérant qu'elles soient approuvées ou que l'on en débattenne sérieusement. La corruption ploutocratique de nos deux partis rend une telle perspective presque impensable.

C'est la forte probabilité d'une guerre que je désire considérer. Les États-Unis ont échappé à la dépression des années 1890 grâce à la guerre hispano-américaine (42). Le pays est sorti

de la Grande Dépression des années 1930 uniquement avec la Seconde Guerre mondiale. Il y a même eu une récession dans les années 1940, de laquelle l'Amérique s'est tirée strictement au moyen de la guerre de Corée. Puisque nous risquons encore de faire face à une dépression majeure, je crois que nous faisons à nouveau face au danger d'une grande guerre.

Pendant ce temps, même si certains aspects de la débâcle financière ont émergé pour diverses raisons et ne résultaient pas d'une cabale « conspirationniste », ils pourraient se prolonger en raison de leur utilité pour les va-t-en-guerre. Dans la perspective de maintenir la portée impériale des États-Unis en Afghanistan (et même au Pakistan), considérons que la crise financière a eu quelques conséquences attendues :

1) La valeur du dollar a augmenté par rapport aux autres devises internationales, notamment l'euro, améliorant ainsi la balance des paiements des États-Unis et en éloignant la menace visant son rôle important de monnaie principale des échanges internationaux.

2) Grâce à la commercialisation internationale prononcée de produits dérivés surévalués et basés sur le prêt prédateur, la crise financière qui en résulte s'est internationalisée, entraînant même ailleurs des chocs économiques pires qu'aux États-Unis. Cela a relativement amélioré la capacité du pays à financer un effort de guerre considérable outre-mer (qui a toujours eu un impact majeur sur sa balance des paiements).

3) Le prix du pétrole a plongé de 147 \$ US le baril en juillet dernier à 40 \$ US, affaiblissant ainsi les économies de la Russie, de la Chine et spécifiquement celle de l'Arabie Saoudite, le pays dont les fondations internationales soutiennent Al-Qaeda.

Par ailleurs, la situation afghane est grave, sans toutefois être désespérée. Deux observateurs chevronnés, Barnett R. Rubin et Ahmed Rashid, ont proposé une solution politique garantissant plus de sécurité pour toute la région que la proposition irréfléchie de M. Obama d'envoyer 20 000 troupes américaines de plus sur le terrain (43). Selon M. Rashid,

Le président désigné Obama et les chefs d'État occidentaux doivent adopter une approche compréhensive où la région [voisine de l'Afghanistan, incluant le Pakistan, l'Inde, la Russie, la Chine, l'Iran et les anciennes républiques soviétiques] est perçue comme une unité dans laquelle des problèmes de développement s'enchevêtrent, tels que la pauvreté, l'illettrisme et la faible gouvernance. Afin de démocratiser la région et d'écarter des actionnaires puissants mais néfastes — comme les mafias de drogue — des structures de pouvoir locales ou de les forcer à changer de mentalité, l'approche doit être davantage subtile et compréhensive (44).

Que des observateurs ayant un statut si reconnu offrent une solution politique judicieuse ne me rend pas très optimiste. Depuis trois décennies déjà, Barnett Rubin donne de bons conseils à Washington concernant l'Iran et l'Afghanistan, mais les lobbyistes prônant des opérations clandestines et des solutions militaires l'ignorent. Cette dialectique rappelle la guerre du Vietnam, où des propositions raisonnables visant à démilitariser le conflit ont été elles aussi ignorées pendant plus de 10 ans.

Je le répète, l'avenir est imprévisible. Mais je crains que la suggestion de M. Obama d'envoyer 20 000 troupes supplémentaires ne l'emporte, avec les conséquences prévisibles d'une guerre élargie à la fois en Afghanistan et au Pakistan (45). Je crains également qu'il

n'y ait une utilisation accrue de l'Armée américaine pour contrôler les manifestations de la population américaine.

J'espère sincèrement que mes craintes ne sont pas fondées. Le temps le dira.

## NOTES

1. WCAX, Burlington, Vermont - 22 décembre 2008, <http://www.wcax.com/Global/story.asp?S=9567271>. Cf. CNBC, 30 octobre 2008, <http://www.cnbc.com/id/27423117>: « Vous pouvez être payé 30 millions de dollars sous ce programme », affirme Michael Kesner, qui dirige les pratiques de rémunération des cadres chez Deloitte Consulting. « Il n'y a pas de limite au montant que l'on peut vous payer. »»

2. John Dunbar, AP, 25 octobre 2007, [http://biz.yahoo.com/ap/081025/meltdown\\_evolution\\_bailout.html](http://biz.yahoo.com/ap/081025/meltdown_evolution_bailout.html) .

3. Hirst, David. « Fox joins battle cry for details of US bail-out ». In *BusinessDay*, 24 décembre 2008. En ligne. <<http://www.businessday.com.au/business/fox-joins-battle-cry-for-details-of-us-bailout-20081223-74eh.html?page=-1>>

4. <http://phoenix.bizjournals.com/phoenix/stories/2008/12/15/daily34.html>.

5. <http://www.blacklistednews.com/news-2367-0-13-13-.html>

6. Rep. Brad Sherman, Chambre des Représentants, 8:07 EST PM, 2 octobre 2008, [http://www.youtube.com/watch?v=HaG9d\\_4zij8&NR=1](http://www.youtube.com/watch?v=HaG9d_4zij8&NR=1). Le représentant Sherman a ultérieurement clarifié ses propos : « Je n'ai aucune raison de croire que quiconque parmi les leaders du Congrès ayant négocié le plan de sauvetage avec le gouvernement Bush ait mentionné la possibilité de déclarer la loi martiale - encore une fois, c'est un exemple des commentaires extrêmes et délibérément hyperboliques faits par des membres qui n'étaient pas directement impliqués dans les négociations Cf. Rep. Sherman au Alex Jones show, [http://www.youtube.com/watch?v=\\_bH1mO8qhCs](http://www.youtube.com/watch?v=_bH1mO8qhCs).

7. Army Regulation 500-3, Emergency Employment of Army And Other Resources, Army Continuity Of Operations (COOP) Program, <http://www.wikileaks.org/leak/us-army-reg-500-3-continuity-2001.pdf>, souligné par l'auteur. Cf. Tom Burghardt, « Militarizing the « Homeland » in Response to the Economic and Political Crisis: NORTHCOM's Joint Task Force-Civil Support, » *GlobalResearch*, 11 octobre 2008, <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=10534> .

8. Scott, Peter Dale. *The Road to 9/11: Wealth, Empire, and the Future of America*. Berkeley and Los Angeles : University of California Press, 2007, 183-87; cf. Mann, James. *The Rise of the Vulcans: The History of Bush's War Cabinet*, New York : Viking, 2004, 138-45.

9. Scott, *The Road to 9/11*, 183-87.

10. Goldstein, Ritt. « Foundations are in place for martial law in the US ». In *Sydney Morning Herald*, 27 juillet 2002. En ligne. <<http://www.smh.com.au/articles/2002/07/27/1027497418339.html>>

11. Scott, *The Road to 9/11*, 240-41.
12. Scott, *The Road to 9/11*, 60-61.
13. Parry, Robert. « Henry Kissinger, Eminence Noire ». In *ConsortiumNews*, 28 décembre. En ligne. <<http://www.consortiumnews.com/2008/122808.html>> Selon, le livre de Seymour Hersh publié en 1983, *The Price of Power* [p. 21], « Kissinger, [...] – alors qu’il était conseiller en négociations de paix du gouvernement Johnson – a fait obstruction aux pourparlers de paix possibles en contactant secrètement des gens qui travaillaient pour Nixon ».
14. Hersh, *Price of Power*, 18. Cf. Hougan, Jim. *Spooks: The Haunting of America*, New York : William Morrow, 1978, 435 p. : « Kissinger, marié à une ancienne assistante de Rockefeller, propriétaire d’un manoir, dont l’achat a été possible uniquement grâce à des cadeaux et des prêts de Rockefeller, a toujours été le protégé de son patron Nelson R[ockefeller], même lorsqu’il n’était pas son employé immédiat. »
15. Scott, *The Road to 9/11*, 93-118.
16. Scott, *The Road to 9/11*, 82-87, 91, 104-05
17. « Brigade homeland tours start Oct. 1 ». In *Army Times*, 30 septembre 2008, [http://www.armytimes.com/news/2008/09/army\\_homeland\\_090708w/](http://www.armytimes.com/news/2008/09/army_homeland_090708w/). Cf. Chossudovsky, Michel. « Pre-election Militarization of the North American Homeland, US Combat Troops in Iraq repatriated to « help with civil unrest » ». In *GlobalResearch*, 26 septembre 2008. En ligne. <<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=10341>>
18. Agence France-Presse, 17 décembre 2008. En ligne. <<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iTBOy3JF8pVAthlthq8C1NrMf4Cg>>
19. <http://phoenix.bizjournals.com/phoenix/stories/2008/12/15/daily34.html>
20. Commentaires du Sen. Patrick Leahy, National Defense Authorization Act For Fiscal Year 2007, Conference Report, *Congressional Record*, 29 septembre 2006. En ligne. <<http://leahy.senate.gov/press/200609/092906b.html>>
21. Spitzer, Eliot. « Predatory Lenders’ Partner in Crime: How the Bush Administration Stopped the States From Stepping In to Help Consumers ». In *Washington Post*, 14 février 2008; A 25. En ligne. <<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/02/13/AR2008021302783.html?nav=hcmodule>> Trois mois plus tôt, le 8 novembre 2007, le gouverneur Spitzer et le procureur général Andrew Cuomo avaient publié conjointement une lettre au Congrès « demandant que le fédéral agisse de manière soutenue afin de combattre les pratiques de prêt à risque (*subprime*) ». (<http://www.state.ny.us/governor/press/1108071.html>).
22. Johnston, David et Philip Shenon. « U.S. Defends Tough Tactics on Spitzer ». In *New York Times*. 21 mars 2008.
23. « Why Eliot Spitzer was assassinated: The predatory lending industry had a partner in the White House ». In *Brasscheck TV*, mars 2008. En ligne. <<http://brasschecktv.com/page/291.html>>
24. Palast, Greg. « Eliot’s Mess: The \$200 billion bail-out for predator banks and Spitzer



charges are intimately linked ». Air America Radio's Clout, 14 mars 2008. En ligne. <<http://www.gregpalast.com/elliott-spitzer-gets-nailed/>>

25. Sans suggérer que le scandale était orchestré ou dirigé à l'intérieur d'une quelconque manière, on peut soutenir qu'il a pu traîner si longtemps parce qu'il permettait aux profits engrangés par le trafic de drogue de recapitaliser l'économie américaine et renforcer le dollar US paralysé.

26. Stiglitz, Joseph E. et Linda J. Bilmes. *The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict*. New York : W.W. Norton, 2008. Cf. Stiglitz, Joseph et Linda Bilmes. « The three trillion dollar war » In *The Times* (London), 23 février 2008. En ligne. <[http://www.timesonline.co.uk/tol/comment/columnists/guest\\_contributors/article3419840.etc](http://www.timesonline.co.uk/tol/comment/columnists/guest_contributors/article3419840.etc)> : « À l'aube de la guerre, il y a eu des discussions sur les coûts qu'elle pourrait engendrer. Larry Lindsey, le conseiller économique du président Bush et chef du National Economic Council (Conseil économique national), a suggéré qu'ils pourraient atteindre 200 milliards de dollars. Le secrétaire de la Défense, Donald Rumsfeld, a toutefois écarté cette estimation « idiote ». Son député, Paul Wolfowitz a suggéré que la reconstruction d'après-guerre pourrait se payer d'elle-même par l'augmentation des revenus pétroliers. Mitch Daniels, directeur du Office of Management and Budget (Bureau de l'administration et du budget) et le secrétaire Rumsfeld estimaient les coûts entre 50 et 60 milliards, dont une portion, croyaient-ils, serait financée par d'autres pays. (Si l'on ajuste ces montants à l'inflation et à la valeur du dollar en 2007, ils projetaient des coûts allant de 57 à 69 milliards de dollars.) Le ton de tous les membres du gouvernement était cavalier, comme si les sommes en cause étaient minimes. »

27. Morris, Charles R. *The Trillion Dollar Meltdown: Easy Money, High Rollers, and the Great Credit Crash*. New York : PublicAffairs, 2008.

28. *Joint Vision 2020*, <http://www.dtic.mil/jointvision/jvpub2.htm>; Scott, *The Road to 9/11*, 20, 24. La « domination d'ensemble » répétait ce qui avait déjà été indiqué dans un document de 2005 l'ayant précédé, *Joint Vision 2010*, mais il met en évidence que « les États-Unis doivent conserver leurs forces présentes outre-mer ». (*Joint Vision 2020*, 6). Cf. *Joint Vision 2010*, 4, <[www.dtic.mil/jv2010/jvpub.htm](http://www.dtic.mil/jv2010/jvpub.htm)> : « Nous demeurerons en grande partie une force basée aux États-Unis continentaux. »

29. Project for the New American Century, *Rebuilding America's Defenses*.

30. *Rebuilding America's Defenses*, 51, 75.

31. « War in Iraq ». BarackObama.com, <http://www.barackobama.com/issues/iraq/>

32. Voir par exemple Andrew Bacevich, *Newsweek*, 8 décembre 2008, <http://www.newsweek.com/id/171254> : « En Afghanistan aujourd'hui, les États-Unis et leurs alliés utilisent les mauvais moyens pour poursuivre la mauvaise mission. Envoyer plus de troupes dans la région, tel que l'ont suggéré le président Barack Obama et d'autres, ne fera que transformer l'opération « Liberté immuable » en opération « Obligation immuable ». L'Afghanistan sera un gouffre qui consommera des ressources que ni l'Armée, ni le gouvernement américains ne peuvent se permettre de gaspiller. » Cf. PBS, Frontline, « The War Briefing ». 28 octobre 2008. En ligne <<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/warbriefing/view/>>

33. En ce qui concerne le rôle du raid Jameson encouragé par Rhodes dans le déclenchement de la guerre des Boers, voir Longford, Elizabeth. *Jameson's Raid: The Prelude to the Boer War*. London : Weidenfeld and Nicolson, 1982
34. Goldstein, Gordon M. *Lessons in Disaster: McGeorge Bundy and the Path to War in Vietnam*. New York : Times Books/Henry Holt, 2008.
35. Newman, John. *JFK and Vietnam: Deception, Intrigue, and the Struggle for Power*. New York : Warner Books, 1992, 375-77, 434-35, 447; Scott, Peter Dale Scott. *The War Conspiracy: JFK, 9/11, and the Deep Politics of War*. Ipswich, MA : Mary Ferrell Foundation Press, 2008, 25-26, 28.
36. Seliktar, Ofira. *Failing the Crystal Ball Test: The Carter Administration and the Fundamentalist Revolution in Iran*. Westport, CN : Praeger, 2000, 52.
37. M. Brzezinski s'est plus tard vanté que son « opération secrète était une excellente idée. Elle a fait tomber les Russes dans le piège afghan ». (« Les Révélations d'un ancien conseiller de Carter » entrevue avec Zbigniew Brzezinski, *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier, 1998. En ligne. <http://www.globalresearch.ca/articles/BRZ110A.html>; version française : [http://www.confidentiel.net/breve.php3?id\\_breve=1862](http://www.confidentiel.net/breve.php3?id_breve=1862); cité au complet dans Scott, Peter Dale. *Drugs, Oil, and War: The United States in Afghanistan, Colombia, and Indochina*. Lanham, MD : Rowman & Littlefield, 2003, 35. Pour mon évaluation négative de ce que certains ont décrit comme étant l'opération clandestine de la CIA la plus réussie, voir *The Road to 9/11*, 114-37.
38. Santayana, George. *Life of Reason, Reason in Common Sense*. New York : Scribner's, 1905, 284.
39. Wolff, Edward. « The Wealth Divide: The Growing Gap in the United States Between the Rich and the Rest ». In *Multinational Monitor*, May 2003. En ligne <[http://www.thirdworldtraveler.com/America/Wealth\\_Divide.html](http://www.thirdworldtraveler.com/America/Wealth_Divide.html)> Cf. Wolff, Edward. *Top Heavy: The Increasing Inequality of Wealth in America and What Can Be Done About It*. New York : New Press, 2002.
40. Phillips, Kevin. *Wealth and Democracy: A Political History of the American Rich*. New York : Broadway Books, 2002, 422; cité dans Scott, *The Road to 9/11*, 3.
41. Wolff, *The Wealth Divide*.
42. Pour en savoir plus sur la « politique globale » mercantiliste de M. McKinley en réponse à la dépression, voir Foner, Philip Sheldon. *The Spanish-Cuban-American War and the Birth of American Imperialism, 1895-1902*. New York : Monthly Review Press, 1972.
43. Rubin, Barnett R. et Ahmed Rashid. « From Great Game to Grand Bargain: Ending Chaos in Afghanistan and Pakistan » In *Foreign Affairs*, November/December 2008. En ligne. <<http://www.foreignaffairs.org/20081001faessay87603-p40/barnett-r-rubin-ahmed-rashid/from-great-game-to-grand-bargain.html>>
44. Rashid, Ahmed. « Obama's huge South Asia headache » BBC, 2 janvier 2009. En ligne. <[http://news.bbc.co.uk/2/hi/south\\_asia/7788321.stm](http://news.bbc.co.uk/2/hi/south_asia/7788321.stm)>

45. Cf. Sarhadi, Zia. « America's « good war » turns into quicksand ». In *MediaMonitors*, 5 janvier 2009. En ligne. <<http://usa.mediamonitors.net/content/view/full/58114>> : « Les talibans ont applaudi l'annonce de M. Obama d'envoyer 20 000 troupes additionnelles à la « guerre juste ». Ils y voient une opportunité d'attaquer une « armée et des cibles élargies, et d'être touchés par davantage de nouvelles armes brillantes lancées par les petits soldats ». Les généraux américains ont parlé de 40 000 à 100 000 troupes additionnelles, des niveaux qui ne sont tout simplement pas disponibles. La tuerie de centaines de civils afghans par les attaques aériennes américaines sans distinction a été le moyen de recrutement le plus efficace pour les talibans. Même les Afghans froids à l'idée de voir les talibans à nouveau au pouvoir sont consternés par le niveau de brutalité infligé aux civils. »

Article original en anglais, [Martial Law, the Financial Bailout, and War](#), publié le 8 janvier 2009.

Traduction: Julie Lévesque pour [Mondialisation.ca](#).

**Peter Dale Scott**, ancien diplomate canadien et professeur d'anglais à l'Université Berkley en Californie, est poète, écrivain et chercheur. On peut commander son plus récent livre, *The War Conspiracy: JFK, 9/11, and the Deep Politics of War*, chez Mary Ferrell Foundation Press au

[http://www.maryferrell.org/wiki/index.php/MFF\\_Store](http://www.maryferrell.org/wiki/index.php/MFF_Store).

Voici le site web de M. Scott : <http://www.peterdalescott.net>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Prof Peter Dale Scott](#), Mondialisation.ca, 2009

Articles Par : [Prof Peter Dale Scott](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)